

ARRÊTÉ N ° ... du

portant redevable d'une amende administrative et mise en demeure Monsieur / Madame / société [nom prénom, nom de la société] à [précisez le nom de la commune]

[Nom prénom du / de la maire], maire de la commune de [précisez le nom de la commune]

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, en particulier son article L. 541-3 ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le règlement sanitaire départemental [nom du département] ;

Vu le règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de [nom de la Communauté de communes ou d'agglomération] ;

Vu l'arrêté municipal n° [numéro] du [précisez la date] relatif aux dépôts de déchets et visant à garantir la commodité de passage sur la voie ou le domaine public ;

Vu le procès verbal de constatation en date du [date], établissant que Monsieur / Madame / la société [nom, prénom/raison social] a abandonné des déchets sur la voie publique / le domaine public ;

Vu le courrier de notification en date du [date] par lequel Monsieur / Madame / la société [nom, prénom/raison sociale] a été informé des faits reprochés, des mesures nécessaires pour faire cesser le manquement à l'arrêté susvisé, des sanctions encourues et de ses droits ;

Vu les observations de l'auteur des faits formulées par courrier en date du [précisez la date] ;

OU

Vu l'absence de réponse écrites ou orales de l'auteur des faits à la transmission du rapport susvisé dans le délais de dix jours ;

Considérant que lors de la visite en date du [précisez la date] , [l'officier de police municipale] a constaté les faits suivants :

Décrire précisément les constats des inobservations des prescriptions applicables

Considérant que le dépôt constitué par M. XXXXX ou de la société XXXXX sur le terrain sis XXX occasionne des nuisances pour l'environnement, le voisinage et est de nature à porter atteinte à la salubrité publique.

Considérant que Monsieur / Madame / la société [à compléter] a constitué un dépôt de déchets en violation de l'arrêté n° [numéro de l'arrêté] du [date] relatif aux dépôts de déchets et visant à garantir la commodité de passage sur la voie ou le domaine public.

Considérant que ce dépôt de déchets a pour effet de bloquer ou d'entraver la voie et /ou le domaine public sur le territoire de la commune ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement en rendant la société [précisez le nom de la société] (ou M. [précisez le prénom et nom de l'exploitant]) redevable d'une amende administrative et en la mettant en demeure de respecter les prescriptions dispositions de l'article [précisez le numéro de l'article] de l'arrêté municipal susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'aucune action n'a été engagée de la part de Monsieur / Madame / la société [nom, prénom/raison sociale] pour résorber ou nettoyer ce dépôt, en dépit de la notification reçue le [date] ;

Considérant que [motivation du montant de l'amende : Il faut motiver les éléments justifiant le montant de l'amende qui doit être fixé au regard de certains principes : la proportionnalité de la sanction au regard des faits et la personnalisation des peines (prise en compte de la personnalité du contrevenant) . Exemples : Considérant que :

- (pour les artisans / entreprises) Madame/Monsieur / la société [à compléter], en ne respectant pas ses obligations de gestion des déchets, réalise une économie évaluée à (coût de la remise à un opération de gestion des déchets) ;
- (s'il y a eu d'autres PV de constat) Madame/Monsieur / la société [à compléter] est coutumier des dépôts de déchets sur la voie ou le domaine public puisque des constats ont d'ores et déjà été réalisés (viser la date des précédents constats) ;
- la résorption et le nettoyage du dépôt occasionnent des frais pour la Commune à hauteur de [à compléter] ;
- le dépôt porte sur des déchets dangereux ou toxiques et présente un risque grave pour la sécurité et la salubrité publique, ainsi que pour l'environnement
- l'avantage tiré par la société [précisez le nom de la société] (ou M. [précisez le prénom et nom de l'exploitant]) à [préciser le montant] euros, en considérant [préciser les hypothèses permettant d'arriver à cette somme] ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement, le montant de l'amende administrative ne peut excéder 15 000 euros,

ARRÊTE

Article 1 -

La société [précisez le nom de la société] (ou M. [précisez le prénom et nom de l'exploitant]) demeurant [précisez l'adresse] sur la commune de [précisez le nom de la commune] est rendue redevable d'une amende administrative d'un montant de [préciser le montant] euros ([montant en toutes lettres]). Le paiement doit intervenir auprès du Directeur Régional des Finances Publiques [ou toute autre service en charge du recouvrement de la somme], dans un délai de [préciser le délai], à compter de la réception du titre de paiement émis par le Directeur Régional des Finances Publiques [ou toute autre service en charge du recouvrement de la somme].

Conformément au VI de l'article L.541-3 du code de l'environnement, l'amende administrative est recouvrée au bénéfice de l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente [préciser s'il s'agit de la commune ou du groupement de collectivités].

Article 2 -

Monsieur / Madame [nom, prénom], résidant [adresse] / la société [raison sociale] dont le siège social est situé [adresse] est mis en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté municipal du [précisez la date] en procédant ou faisant procéder à l'enlèvement des déchets abandonnés (rappeler le lieu du dépôt) dans le respect des consignes en vigueur concernant la gestion des déchets fixées par le Règlement de collecte de [nom de la Communauté de Communes ou d'Agglomération], dans un délai de [précisez la durée] mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 541-3 du code de l'environnement.

Article 4 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif [à compléter en fonction des territoires] dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5 -

Le présent arrêté sera notifié à la société [précisez le nom de la société] (ou M. [précisez le prénom et nom de l'exploitant]) et publié au recueil des actes administratifs de la mairie

Fait à [lieu], le [date]
M. /·Mme le /-la maire
[Signature]

Mairie de [commune]

Les modèles sont présentés à titre indicatif. Ils ne sauraient être repris en l'état sans être adaptés.